

Confinement ou pas : les non-essentiels sont fermés !

Il est difficile pour une majorité de Français et en premier lieu pour les commerçants concernés d'ignorer le sens du « non-essentiel ». Pourquoi les boutiques et petits magasins sont fermés à nouveau partout dans le pays ? L'excitatif, loin de favoriser le commerce de proximité. Imaginons un petit bourg en province, autour de 5000 habitants, une douzaine de commerces dont 4 essentiels, pour le reste « prenez votre voiture », mais pour aller où ? »

Encore une fois, l'égalitarisme conduit à aligner les contraintes sur l'île de France et Paris de préférence. Là aussi, dans les grandes agglomérations, les fermetures de commerces, jugés non-essentiels amputent l'activité et les services sans pour autant freiner la propagation du virus. Rien n'est prouvé mais inutile d'insister, même si la décision n'est pas facile à prendre, on peut comprendre que la coupe soit pleine. On a du mal à apprécier. Où commence le non-essentiel ? Qui propose ? Qui arbitre ? Qui décide ?

Le mot « confinement » est prohibé. Demandez à ces centaines de milliers de « petits » commerçants ce qu'ils en pensent. La pandémie Covid-19 est toujours là. Et pourtant, c'est dehors qu'il faut se protéger. Incontrôlables, non maîtrisables, les regroupements, clandestins ou pas, se multiplient partout. Le mécontentement s'étend. Ce confinement sélectif est lourd de conséquences, surtout quand la vaccination, considérée comme la seule issue, ne suit pas.

Le président du Medef a dénoncé, samedi 20 mars, un « acharnement contre les commerces » après la décision du gouvernement d'un reconfinement de 16 départements. Il s'inquiète du retour à la « folie bureaucratique ». L'extension décidée début avril à toute la France n'est pas faite pour le rassurer. Il reproche notamment au gouvernement d'incriminer les commerces comme étant des lieux de contamination : « Ça vient loin derrière les familles, les entreprises, les proches », a-t-il dit, tout en concédant qu'il y avait des « progrès à faire au profit de la restauration ».

Geoffroy Roux de Bezieux est sceptique face aux prévisions du gouvernement quant à la baisse du PIB et à l'optimisme de la reprise. L'espoir de réouverture en mai est loin d'être garanti. Le petit commerce est en danger, incluant les restaurateurs et l'événementiel pour ne citer qu'eux. Toutes les aides gouvernementales, non contestables ne remplacent pas la volonté de reprise de l'activité. Les dégâts seront considérables et les fermetures se multiplieront. Les promesses et allégations de Bruno Le Maire qui tente de rassurer ne changeront rien aux yeux des « laissés pour compte », qui se considèrent comme une variable d'ajustement. Il affirme que « la stratégie de reconfinement du gouvernement et le sur-mesure » sont les seuls moyens destinés à « préserver au maximum l'activité économique et les commerces de proximité. »

Plusieurs millions de salariés souffrent de cette situation. Il leur faudra encore beaucoup de patience et d'énergie pour supporter ce confinement non reconnu et qu'ils jugent injuste. La priorité vaccinale ne les concerne pas pour l'instant.